



## Meilleurs Voeux pour 2010

### SIG : une nouvelle dynamique est possible

Le 1er décembre 2009, le traité de Lisbonne est entré en vigueur et, par conséquent, l'article 14 TFUE, le protocole n°26 sur les services d'intérêt général, la Charte des droits fondamentaux.

L'article 14 établit qu'une réglementation communautaire établit les principes et fixe les conditions, notamment économiques et financières, qui permettent aux Services d'intérêt économique général d'accomplir leurs missions. Le protocole reconnaît "le rôle essentiel et le large pouvoir discrétionnaire des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les SIEG". Il insiste sur leur diversité et précise que les SIEG comportent, notamment, "un niveau élevé de qualité, de sécurité et quant au caractère abordable, l'égalité de traitement et la promotion de l'accès universel et des droits des utilisateurs". Il confirme également que "les traités ne portent en aucune manière atteinte à la compétence des États membres pour fournir, faire exécuter et organiser des services non économiques d'intérêt général". La charte des droits fondamentaux reconnaît le droit à "l'accès aux services d'intérêt économique général" et jette les bases de droits (à l'éducation, aux soins de santé, à une bonne administration, à une aide au logement, etc.) qui ouvrent sur des services d'intérêt général.

Le Parlement européen, lors de sa séance plénière du 14 décembre 2009, a institué un intergroupe "Services publics (SIG-SSIG)", comme le demandaient le CELSIG et les principaux réseaux de la société civile. (voir le compte rendu du séminaire de novembre 2008 "*Les services d'intérêt général (SIG): Enjeux des élections européennes de juin 2009*" sur [www.celsig.org](http://www.celsig.org))

En revanche, dans la répartition des responsabilités des futurs commissaires européens, les services d'intérêt général n'apparaissent pas. Dans le "Document de travail de la Commission : Consultation sur la future stratégie UE 2020", publié le 24 novembre 2009, ils ne sont cités qu'à propos des gains de productivité qui "faciliteront les services publics et les rendront plus efficaces". La Commission développe une conception étroite des seuls services "publics" considérés sous l'angle de l'administration (en jouant sur les acceptions différentes du terme service public dans les différentes langues de l'UE) et avec l'objectif de réduire les coûts et charges administratifs. Elle n'envisage pas l'accroissement du champ des SIG car elle ne prend en compte ni la mesure de leur apport au développement économique, social et culturel ou environnemental, ni leur contribution à la cohésion de l'Union. Pourtant, les SIG ont démontré leur rôle irremplaçable dans le contexte de crise économique, sociale et industrielle qui secoue l'UE et le monde. La crise écologique présente et à venir exige et exigera encore plus de SIG dans de nouveaux domaines liés à l'environnement et à la gestion des biens communs.

La réticence de la Commission à proposer dans sa stratégie pour 2020 un rôle éminent pour les SIG montre que rien ne se fera sans la mobilisation des citoyens. La société civile a joué ces quinze dernières années un rôle essentiel dans la prise en compte de l'importance des SIG dans les traités, ainsi que pour la création de l'intergroupe au sein du Parlement européen. Ce rôle est loin d'être terminé. .../...

## Best Wishes for 2010

### SGI: a new dynamic is possible

On the 1<sup>st</sup> December, 2009 the Lisbon Treaty entered into force and, accordingly, so did the Article 14 TFEU. Protocol n°. 26 on services of general interest, the Charter of Fundamental Rights.

Article 14 provides that Community legislation establishes the principles and lays down conditions, including economic and financial conditions, which enable services of general economic interest to accomplish their missions. The protocol recognises "the vital role and the extensive discretionary powers of national, regional and local authorities to provide, execute and organize SGEI". It stresses on their diversity and, specifies that SGEI have, in particular, "a high level of quality, safety and, as regards affordability, ensure equal treatment and the promotion of universal access and user rights". It also reaffirms that "treaties do not, in any way, affect the competence of Member States to provide, execute and organize non-economic services of general interest". The Charter of Fundamental Rights recognizes the right to "access to services of general economic interest" and lays the foundations for rights (in such areas as education, healthcare, proper administration, housing assistance, etc.) which lead onto services of general interest.

At its plenary meeting, on December 14<sup>th</sup>, 2009, the European Parliament established a "Public services (SGI-SSGI)" intergroup, as requested by the CELSIG and other major networks of the civil society. (see minutes of the seminar held in November 2008 on "*Services of general interest (SGI): Challenges for the European elections of June 2009*" at [www.celsig.org](http://www.celsig.org))

However, when allocating responsibilities for future Commissioners, services of general interest do not appear anywhere. In the "Commission's working paper : Consultation on the future EU Strategy for 2020", published on November 24<sup>th</sup>, 2009, these services are only mentioned in relation to productivity gains which would "facilitate public services and make them more effective. The Commission holds a narrow conception of the "public" services considered only in terms of the administration (by playing on different meanings of the term "public service" in the various languages of the EU) and with the objective of reducing administrative costs and expenses. It does not provide for the enlargement of scope of SGI because it does not take into account neither the extent of their contribution to the economic, social, cultural or environmental development, nor their contribution to the cohesion of the Union. Yet, SGI have demonstrated their vital role in the context of the economic, social and industrial crisis which is shaking the EU and the world. The present and future ecological crises require and will require more of SGI in new areas related to environment and the management of common property.

The Commission's reluctance to attribute a prominent role for SGI in its strategy for 2020 is a demonstration that nothing will take place without the mobilisation of citizens. Over the last fifteen years the civil society has played a key role in the recognition of the importance of SGI in treaties as well as for the establishment of the intergroup at the European Parliament. This role is far from over. .../...

Il faut obtenir une législation transversale complétant les législations sectorielles, ainsi que le prévoient les textes fondamentaux de l'UE. Il est également temps d'envisager d'élargir les solidarités dans le cadre communautaire, ainsi que des services européens d'intérêt général dans les domaines où ils s'avèrent nécessaires.

JC Boual, K Varin, P Bauby

---

## SIG et Parlement européen

♦ **Intergroupe Services publics (SIG-SSIG)** : 27 intergroupes travailleront au Parlement sur des questions spécifiques, dont un sur les Services publics (SIG-SSIG). Il sera présidé par Françoise Castex (groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates, France).

♦ **SIG et auditions des commissaires** : Les commissaires désignés par les Etats membres pour constituer la future Commission européenne seront auditionnés par le Parlement européen du 11 au 19 janvier. Pour préparer ces auditions, et pour la première fois de son histoire, le Parlement a adressé un questionnaire à chacun des candidats. Ces questions et les réponses écrites des candidats sont en ligne sur le site du Parlement, ainsi que la lettre du président de la Commission, M. Barroso, au président du Parlement européen, M Buzek. Dans cette lettre, du 17 décembre 2009, M. Barroso précise que parmi les priorités listées par le Parlement dans son questionnaire, certaines politiques relèvent de sa responsabilité directe, le code de conduite des commissaires, les études d'impact, la stratégie UE 2020, "ainsi que les services d'intérêt général" au sujet desquels il précise "laissez-moi rappeler que dans mes lignes directrices politiques [adressées au Parlement le 3 septembre 2009], je mentionne clairement le besoin de donner un nouvel élan au développement de certaines catégories de services en établissant, par exemple, un cadre de qualité pour les services d'intérêt général reconnaissant ainsi leur importance dans le modèle européen de société. J'ai l'intention de poursuivre la discussion sur ce sujet, et en particulier les implications du traité de Lisbonne".

<http://www.europarl.europa.eu/hearings/documents/default.htm?language=EN&folioid=3#>

---

## Conseil européen

Le Conseil européen qui s'est réuni les 11 et 12 septembre 2009, notamment i/ attend que les dispositions législatives relatives à l'initiative citoyenne soient adoptées dans le premier semestre 2010 ii/ estime que les politiques engagées pour soutenir l'économie ne devraient cesser que lorsque la reprise sera pleinement assurée, ce qui n'empêche pas que les Etats membres ayant un déficit excessif de chercher à assainir leurs finances iii/ souhaite que le système de surveillance des marchés financiers puisse être opérationnel courant 2010 iv/ attend pour son conseil de printemps 2010 une proposition ambitieuse de stratégie de l'UE à l'horizon 2020 qui prendra en considération la consultation publique lancée par la Commission. Cette stratégie et d'autres stratégies transversales devront être envisagées dans leurs liens avec le développement durable v/ a adopté le "programme de Stockholm" 2010-2014 pour "poursuivre la mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice pour servir et protéger les citoyens de l'UE et les personnes vivant dans cet espace", faisant suite au programme de La Haye vi/ dans la perspective des conclusions du Sommet de Copenhague (le 18 décembre suivant) se dit prêt à contribuer à un financement à mise en oeuvre rapide de l'aide au développement à hauteur de 2,4 milliards d'euros par an de 2010 à 2012.

It necessary to obtain a cross-cutting legislation to complement the sectoral legislation, as provided for in the fundamental texts of the EU. It is also time to consider extending solidarity within the Community framework as well as European services of general interest in areas where they are deemed necessary.

JC Boual, K Varin, P Bauby.

---

## SGI and the European Parliament

♦ **Public Services Intergroup (SGI-SSGI)**: 27 intergroups will be working on specific issues at the European Parliament, including one on Public Services (SGI-SSGI). It will be chaired by Françoise Castex (Group of the Progressive Alliance of Socialists and Democrats, France).

♦ **SGI and hearings of the Commissioners-designate**: The Commissioners appointed by the Member States to form the new Commission will face questioning by the European Parliament from the 11<sup>th</sup> to 19<sup>th</sup> January, 2010. In order to prepare for these hearings, for the first time in its history, the Parliament has sent a questionnaire to each candidate. These questionnaires and the candidates' written responses are available online at the Parliament's website as well as the letter from Commission President Mr. Barroso, President of the European Parliament, to Mr Buzek. In this letter, dated 17<sup>th</sup> December, 2009, Mr. Barroso said that among the priorities listed by the Parliament in its questionnaire, some policies fall under its direct responsibility, these include the code of conduct for commissioners, impact assessment, the EU 2020 Strategy, "as well as services of general interest" about which he said "I would like to recall here that in my policy guidelines [addressed to Parliament on the 3<sup>rd</sup> September, 2009], I clearly mention the need to provide new impetus to the development of certain categories of services by establishing, for example, a quality framework for services of general interest and, in so doing, recognising their importance in the European model of society. It is my intention to continue the discussion on this subject, especially on the implications of the Lisbon Treaty".

<http://www.europarl.europa.eu/hearings/documents/default.htm?language=EN&folioid=3#>

---

## The European Council

The European Council which met on the 11<sup>th</sup> and 12<sup>th</sup> September, 2009, decided on the following: i / it looks forward to the presentation of a legislative proposal regarding citizens' initiative, with a view to its adoption within the first half of 2010 ii / it believes that the Policies in support of the economy should therefore remain in place and only be withdrawn when recovery is fully secured, which does not prevent Member States in excessive deficit, to seek to reorganise their finances iii / it hopes that the system of supervision of financial markets will be operational during 2010 iv / it looks forward to discussing an ambitious proposal for the EU 2020 strategy during the Spring 2010 Council which will take note of the consultation launched by the Commission. This strategy and other cross-cut strategies should be considered in their links with sustainable development v / adopted the multi-annual programme for the period 2010-2014 "Stockholm Programme", which "will allow for further development of an area of freedom, security and justice to serve and protect EU citizens and people living in this area", as a follow up to The Hague Program vi / in view of the conclusions of the Copenhagen Summit (the following December 18<sup>th</sup>) it is willing to contribute to the funding of a rapid implementation of a development aid to the tune of 2.4 billion euros per year from 2010 to 2012.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. Distributed by E-mail exclusively. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.